



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 355 du 27 octobre 2024

De Biden à Kamala Harris et Trump-Musk, “America First” ou la folle logique de la politique de guerre de Wall Street et du Pentagone contre les travailleur-se-s et les peuples

Les élections américaines du 5 novembre suscitent bien des illusions, de faux espoirs en réponse à des craintes bien fondées qui ne dépendent pas de qui sera sélectionné mais bien de la folle logique de domination à laquelle obéit la politique de la première puissance mondiale sous la dictature de Wall Street et du Pentagone pour tenter de perpétuer leur hégémonie mondiale face à leur propre déclin et à celui du capitalisme.

Il serait tout à fait illusoire de croire que le résultat qui sortira de la machine électorale corrompue par le fric et manipulée par les deux partis qui gardent les moyens d'exclusion du droit de vote une fraction de la population la plus pauvre pourrait changer le cours des choses. La politique américaine intérieure ou internationale est dominée et déterminée par l'exacerbation de la concurrence économique conséquence de la dépression mondiale, la crise de la dette qui subventionne les profits de Wall Street, les dépenses militaires liées aux guerres par procuration que mènent les USA tant au Moyen-Orient qu'en Ukraine ou la guerre commerciale et les tensions militaires avec la Chine ainsi qu'au renforcement de la présence américaine sur l'ensemble du globe.

L'ascension de Trump n'est pas la cause mais le produit de cette politique et de la caste politique du capitalisme américain, de l'oligarchie financière, ainsi que la décrit de manière pertinente et efficace le film d'Ali Abbassi *The Apprentice* à travers les années 1970 et 1980 qui voient prospérer le parasitisme financier dont Reagan sera le serviteur tout dévoué. Ces années ont fait la fortune de Trump et façonné son cynique arrivisme sans scrupule nourri d'anticommunisme, de racisme, de mépris des femmes et de la classe ouvrière, des migrants, psychologie sociale du milieu financier et politicien corrompu caricaturé par une ambition démesurée. Il est l'enfant monstrueux de la période où se développe le capitalisme financiarisé pour en devenir un acteur disponible pour le pire au moment de sa décadence.

Aujourd'hui la domination de Wall Street et du dollar ne perdure malgré la longue dépression ouverte par la crise de 2007-2008 qu'au prix d'un renforcement de l'exploitation, de l'explosion des dépenses militaires ainsi que de la dette. Les classes populaires en payent le prix et une fraction d'entre elles trouve dans la démagogie de Trump l'expression de ses ressentiments, de son désarroi qui se retourne contre les boucs émissaires désignés par la démagogie raciste, xénophobe, sexiste et masculiniste de Trump.

Le retrait le 22 juillet de Biden au sinistre bilan en faveur de Kamala Harris après la tentative d'assassinat de Trump avait redonné un peu d'espoir au désespoir... Aucun candidat à l'élection présidentielle n'avait encore jamais levé autant de fonds aussi rapidement après son entrée en lice. Un véritable mouvement avait commencé en sa faveur mais les sourires et les phrases creuses accompagnés de concessions au camp qu'elle prétend combattre ont du mal à amplifier la mobilisation autour d'une politique qui s'affirme dans la continuité en pire de celle de Biden...

Le ralliement à grand bruit d'Elon Musk a relancé la campagne de Trump inondée de dollars : 75 millions cash suivi d'une collecte de fonds parmi les milliardaires et autres millionnaires... Et maintenant une loterie électorale d'un genre nouveau, un million de dollars versé chaque jour jusqu'au 5 novembre à un électeur tiré au sort parmi les signataires de la pétition du comité d'action politique soutenant la campagne de Trump, pétition qui appelle à la défense des premier et deuxième amendements de la constitution, à savoir la liberté d'expression version libertarienne et le port d'armes. Les gagnants doivent seulement être inscrits sur les listes électorales et habiter dans l'un des sept États « clés », qui sont les plus disputés dans la course à la présidence : Arizona, Géorgie, Michigan, Nevada, Caroline du Nord, Pennsylvanie et Wisconsin.

Musk, au-delà du personnage, exprime le ralliement à Trump de patrons de la finance jusqu'alors plutôt réser-

vés même si, selon un article de Forbes, « *Kamala Harris a plus de milliardaires qui la soutiennent que Trump* », 79 contre 50. Une image saisissante de cette démocratie que Kamala Harris défendrait face à Trump, la sphère de la finance achète l'un ou l'autre des candidats qui lui sont de toute façon, l'un et l'autre vendus !

Ce n'est pas nouveau même si l'ampleur du phénomène grandit d'élection en élection, la marchandisation de la politique bourgeoise... Et ce n'est, au final, pas ce qui décide de l'élection même si cela indique les évolutions d'humeur de Wall Street. La possibilité qu'aujourd'hui la pire des canailles, bouffon misogyne, raciste et xénophobe, ploutocrate véreux et apprenti dictateur, pourrait bien, quatre ans après la tentative de coup d'État fasciste du 6 janvier 2021, remporter l'élection, renvoie aux contradictions destructrices qui travaillent le capitalisme américain et la mondialisation. Ainsi que l'écrivait en 2017, Daniel Tanuro : « *Capital incarné, Donald le Président gagne à être analysé comme un produit de la crise structurelle du capitalisme caractérisée par la surproduction de marchandises, la suraccumulation de capital argent, le surendettement généralisé et la destruction écologique. Appréhender la place du trumpisme dans l'histoire implique par conséquent de prendre du recul sur les contradictions du capital et leur évolution, d'où découle la situation actuelle. On sera alors mieux à même de comprendre que l'élection de ce personnage n'est pas un accident de parcours mais le symptôme de quelque chose de plus profond, à la fois sur le plan national et sur le plan mondial - le signe que nous sommes entré-e-s dans une ère nouvelle* ».¹ Le simple fait que le retour au pouvoir de Trump soit aujourd'hui possible souligne l'aggravation de cette crise structurelle, en fait une longue dépression, une marche à la faillite du capitalisme financiarisé mondialisé dont le seul axe possible de stabilité, les USA, est devenu le principal facteur d'instabilité et de guerre. Evolution qui s'exprime tout aussi brutalement dans le bilan de Biden et dans la réponse à l'agitation fascisante de Trump de Harris qui, de concession en concession, se déplace encore plus à droite jusqu'à envisager d'inclure des Républicains dans son cabinet au nom de l'unité de la nation contre celui qui la divise.

Harris dans les pas de Biden, « *Je suis une capitaliste* », ou les faux semblants progressistes

L'épisode du retrait de Biden en faveur de Kamala Harris est symptomatique de la crise que traverse le Parti Démocrate tout autant que son incapacité à avancer une alternative à Trump, prisonnier qu'il est de la politique de Biden elle-même en continuité de celle de Trump. De la même façon que la politique d'Obama sauvant les banques après la crise de 2009, accentuant la financiarisation de l'économie et explosant la dette avait en 2016 créé le terrain de la victoire de Trump, les 4 années de

Biden dans les pas de Trump ont créé la possibilité du retour de ce dernier.

Pas plus que la désignation comme colistier de Walz, gouverneur du Minnesota, censé personnifier une orientation populaire attachée au monde du travail ou le soutien de dirigeants syndicaux dont Shawn Fain, président de l'United Auto Workers (UAW), ne gagnent la confiance du monde du travail, la combativité souriante de Harris ou la répétition de slogans sans contenu « *Freedom* », « *Joy* », « *Not going back* » ou encore « *When we fight, we win* » ne représentent une alternative capable de combattre Trump et l'extrême droite.

Au cours des quatre dernières années, l'administration Biden s'est concentrée sur la guerre contre la Russie en Ukraine puis sur la guerre génocidaire d'Israël. A la veille des élections, alors que Netanyahu étend la guerre au Liban, la Maison-Blanche a annoncé qu'elle déployait 100 soldats en Israël pour faire fonctionner un système de missiles ciblant l'Iran, la démonstration s'il en était besoin qu'au Moyen-Orient les USA mènent une guerre par procuration de la même façon qu'en Ukraine.

« *Je suis une capitaliste* », a assuré Harris lors d'un meeting, une déclaration en direction des milieux d'affaires qui convainc surtout que les Démocrates sont indifférents à la détresse sociale et agissent en fonction des intérêts capitalistes. Leur politique sociale et économique a poursuivi la politique antisociale, protectionniste et de subventions aux multinationales qui a augmenté la dette. Celle-ci atteint 36 000 milliards de dollars qui génèrent 1 160 milliards d'intérêts, une dette qui ne peut que s'alourdir, une bombe financière à retardement, un sujet tabou tant pour Harris que pour Trump. Les prix augmentent, les salaires stagnent et les licenciements collectifs touchent tous les secteurs d'activité. Boeing a récemment annoncé son intention de licencier 17 000 salariés en réponse aux travailleurs en grève qui refusent de capituler face à la direction. Stellantis a supprimé plus de 2000 emplois dans l'usine d'assemblage de camions Warren, et General Motors commencera à licencier des centaines de travailleurs dans son usine d'assemblage Fairfax à Kansas City le mois prochain. Et tout cela pour que la bourse poursuive sa montée jusqu'au ciel, jusqu'à... la chute.

Accuser Trump de fascisme pour faire du scrutin de novembre 2024 un référendum contre lui au nom de la « *défense de la démocratie* » ne peut effacer ce bilan ni donner confiance dans la candidate « *capitaliste* ». Pas plus les travailleurs que les Afro-américains n'iront voter pour des phrases creuses et les femmes ne se contenteront pas de slogans sur la défense du droit à l'avortement dont le respect et l'application dépendent en réalité de chaque Etat.

Le vote Harris est bien impuissant à s'opposer aux transformations profondes qui travaillent la société à travers la lutte de classe dont Obama, Biden ont été les principaux acteurs et responsables. Même s'il l'emportait, il ne représenterait même pas un répit, l'administration démocrate serait obligée de trouver une alliance et un compro-

¹ *Le moment Trump. Une nouvelle phase du capitalisme mondial.* Edition Demopolis

mis avec les Républicains ne serait-ce que pour sortir de la crise budgétaire dont le prochain épisode est proche ainsi que pour faire face à la mondialisation en cours de la guerre.

Si Harris l'emportait, elle serait immédiatement contrainte de se plier aux exigences de Wall Street et du Pentagone pour faire la seule politique qui compte pour elle, défendre la richesse et les privilèges des classes dominantes au prix d'inégalités sans cesse croissantes et défendre les intérêts des multinationales américaines sur le marché mondial par la guerre économique et la guerre militaire, arme économique dans la concurrence. Les méthodes de Trump la rattraperaient pour marquer sans doute la fin du bipartisme, fondement de la démocratie truquée dont elle se fait la championne.

Trump et Musk, le visage sans fard de la férocité revendiquée du capital

Les Démocrates et les Républicains ont les mêmes objectifs, ils servent la même classe, leur politique s'aligne de plus en plus à droite en fonction de ses intérêts. Dans leur rivalité pour le pouvoir les Républicains, de par leur histoire, ont trouvé parmi eux l'homme que sa propre histoire et ses ambitions sans limites ni scrupules préparaient à devenir l'expression la plus déterminée des préjugés réactionnaires, à exploiter, dévoyer les frustrations, les ressentiments et la colère sociale en entretenant, encourageant et flattant les mêmes préjugés au sein des classes populaires et de la petite bourgeoisie y compris d'une fraction de la classe ouvrière prisonnière et dupe de l'idéologie dominante, le nationalisme, la xénophobie, le masculinisme. Cette offensive réactionnaire, fascisante trouve son fumier dans la violence et le racisme qui ont façonné l'histoire du capitalisme américain et dont vivent les organisations d'extrême-droite qu'ils ont encouragées, protégées, dont ils se sont servis.

« *Make America great again* », rendre sa grandeur à l'Amérique, participe d'une campagne qui dénonce le déclin des USA, une politique catastrophiste prédisant un effondrement économique, une troisième guerre mondiale si le peuple ne se plie pas aux volontés de son chef. Elle vise à provoquer la mobilisation nationaliste des classes populaires, flattant les préjugés complotistes ainsi que le mythe de l'ordre moral contre les délinquants ou le laxisme de la justice pour rétablir un despotisme sans partage sur les lieux de travail et dans la sphère publique ainsi que, dans la famille, le règne du patriarcat indissociable de l'ordre capitaliste. Trump a compris que le capitalisme américain ne pourrait faire face à sa propre crise qu'en dominant les consciences, en brisant les résistances pour mener sa guerre économique, sociale, militaire.

Les préjugés masculinistes s'accompagnent de propos misogynes, d'attaques contre le droit à l'avortement, le droit des femmes à disposer de leur corps, propos qui prennent pour cible Kamala Harris accusée d'être « *folle* », « *menteuse* », « *paresseuse* » ou favorable à « *l'exécution de bébés* » !

La débauche anti-migrants réveille les pires fantasmes de l'esclavage et de la ségrégation. Trump se propose d'embaucher 10 000 gardes-frontières de plus avec l'intention déclarée de battre le record d'expulsion d'immigrés. Une telle chasse aux « *immigrés illégaux* » serait aussi la justification d'attaques aux droits démocratiques de toute la population. Pour Trump, plus encore que les immigrés et les réfugiés, « *le plus gros problème est l'ennemi de l'intérieur [...] les malades, les fous de la gauche radicale* ». « *Je dis toujours que nous avons deux ennemis. [...] Nous avons l'ennemi extérieur, et puis nous avons l'ennemi intérieur, et l'ennemi intérieur, à mon avis, est plus dangereux que la Chine, la Russie et tous ces pays* ». Cet « *ennemi* » devrait « *être facilement traité, si nécessaire, par la Garde nationale, ou si c'est vraiment nécessaire, par l'armée* ».

Dit autrement la guerre économique et militaire pour perpétuer la suprématie américaine est indissociable d'une guerre intérieure, une guerre de classe pour militariser la production et la vie sociale, briser les résistances d'où qu'elles viennent. Nous n'en sommes pas encore là, Trump n'est pas le fascisme, mais la logique de la lutte de classe que mène le capital américain y conduit. La bouffonnerie pathétique et criminelle de Trump libère les forces réactionnaires de toute retenue, demain la bouffonnerie pourrait céder la place à la tragédie d'un nouveau fascisme, une dictature populiste provoquant une guerre civile si jamais le prolétariat ne trouvait pas la force d'intervenir, y compris dès maintenant contre la racaille d'extrême droite et si elle se mobilisait dans la rue pour contester l'éventuelle élection de Kamala Harris.

La politique du moindre mal laisse le terrain libre à la menace que porte Trump d'une dictature populiste

Face à l'offensive et à la menace de l'extrême-droite, le vote Harris apparaît à beaucoup comme la seule réponse, le « *moindre mal* ». Cette affirmation selon laquelle les travailleurs doivent soutenir les Démocrates pour arrêter la fuite en avant de Trump et du parti Républicain devenu le vivier où prospèrent des forces fascisantes repose sur une fiction selon laquelle le parti Démocrate serait en mesure d'imposer aux capitalistes américains une autre politique que la guerre sociale et militaire pour perpétuer leur domination.

La seule issue progressiste à la crise économique, sociale et politique du capitalisme américain est entre les mains de la classe ouvrière de la même façon que la réponse à la faillite mondialisée du capitalisme.

Il n'y a pas de retour en arrière possible.

Après l'effondrement de l'URSS, l'hégémonie américaine a cru pouvoir s'affirmer à l'échelle mondiale. Le capitalisme financiarisé triomphait sous la domination des États-Unis qu'il s'agissait de consolider. Le XXI^{ème} siècle serait celui de la Pax americana. Il n'en a rien été, les rêves d'un superimpérialisme se sont effondrés tant sur les champs de bataille que dans la guerre économique visant à satisfaire les besoins incompressibles d'expansion capitaliste, de nou-

veaux terrains d'accumulation de capital, de nouveaux marchés pour de nouveaux profits, la nourriture vitale du moloch financier, moteur de la politique des classes dominantes. Face à cette offensive économique, financière, militaire, les pays capitalistes nés des luttes de libération nationale qui se sont retrouvés cette semaine à Kazan, invités de Poutine pour le sommet des Brics, n'offre aucune perspective aux peuples. Leur nouvel ordre international ne peut être autre chose qu'un nouvel ordre capitaliste fondé sur la concurrence économique, les rivalités et la guerre même si aucun d'entre eux n'envisage de conquérir par les armes l'hégémonie mondiale comme l'Angleterre le fit au XIX^{ème} siècle, puis l'Allemagne et ensuite les USA. Une telle guerre pour l'hégémonie mondiale ne peut être certes écartée mais elle est aujourd'hui impensable, ce qui veut aussi dire que l'ordre capitaliste est condamné à l'instabilité permanente, un désordre capitaliste mondialisé accompagné d'une crise écologique auxquels seule l'intervention des travailleur-se-s pourra apporter une réponse.

La fuite en avant de Trump, l'impuissance des Démocrates sont la manifestation sur le terrain de la course à la présidence du fait que les USA se sont engagés dans la préparation à une guerre mondialisée pour préserver leur hégémonie. A quel rythme, quelles échéances, l'histoire se fait en marchant mais un tel objectif extérieur n'est évidemment pas concevable sans une stratégie intérieure permettant d'imposer les sacrifices nécessaires et de les légitimer.

L'idéologie au service de ce projet n'a pas besoin d'être inventée, elle est là, prête à l'emploi depuis les origines de l'État américain, le génocide des Amérindien-ne-s et l'esclavage, elle est au cœur de l'histoire du capitalisme d'après-guerre contre la lutte des Afro-américains pour les droits civiques et la guerre du Vietnam, elle s'est renforcée dans le climat affairiste et xénophobe de la mondialisation libérale. C'est d'elle dont se nourrit la campagne

de Trump, qu'il encourage et libère de tout complexe, de toute retenue, la violence nue du nationalisme populiste blanc, raciste, isolationniste combiné à la démagogie anti-élites, anti-intellectuelle, anti-démocratique et anti-socialiste, anti-communiste.

Une fraction des travailleurs, des Afro-américains, de la jeunesse, des féministes n'a pas attendu les élections pour combattre politiquement et physiquement les voyous d'extrême droite. Elle saura à nouveau le faire si, au lendemain du 5 novembre, Trump et les Républicains mobilisent dans la rue leurs milices fascistes pour contester l'éventuelle élection de Kamal Harris.

Le prolétariat américain dans sa diversité, son cosmopolitisme a la force, la culture, les ressources de mettre en échec ce projet fou qui menace toute l'humanité en se donnant lui-même les moyens de sa colère, sa révolte pour construire ses propres perspectives pour lui et l'ensemble de la société, ce qui signifie la rupture radicale avec le système politique capitaliste actuel, institutionnalisé et bipartisan, cette machine à duper le peuple qu'est la prétendue démocratie américaine.

Aux USA comme ici une nouvelle génération naît et se forme au sein du mouvement ouvrier. Elle se bat pour prendre sa place, démocratiser les syndicats, mobiliser les travailleurs non seulement pour des revendications économiques, mais aussi contre l'oppression sexiste et raciste ou contre le génocide en Palestine, contre la guerre. Elle est riche du passé du mouvement ouvrier américain, elle a devant elle, comme la génération qui émerge en Europe, un rapide et tumultueux développement dont dépend pour beaucoup l'avenir de la planète, en finir avec la domination des vieilles puissances esclavagistes, colonialistes et impérialistes pour ouvrir la voie à ce que haïssent Trump, Musk, Le Pen and co, les défenseurs de la « *civilisation occidentale* », le socialisme, le communisme.

Yvan Lemaitre